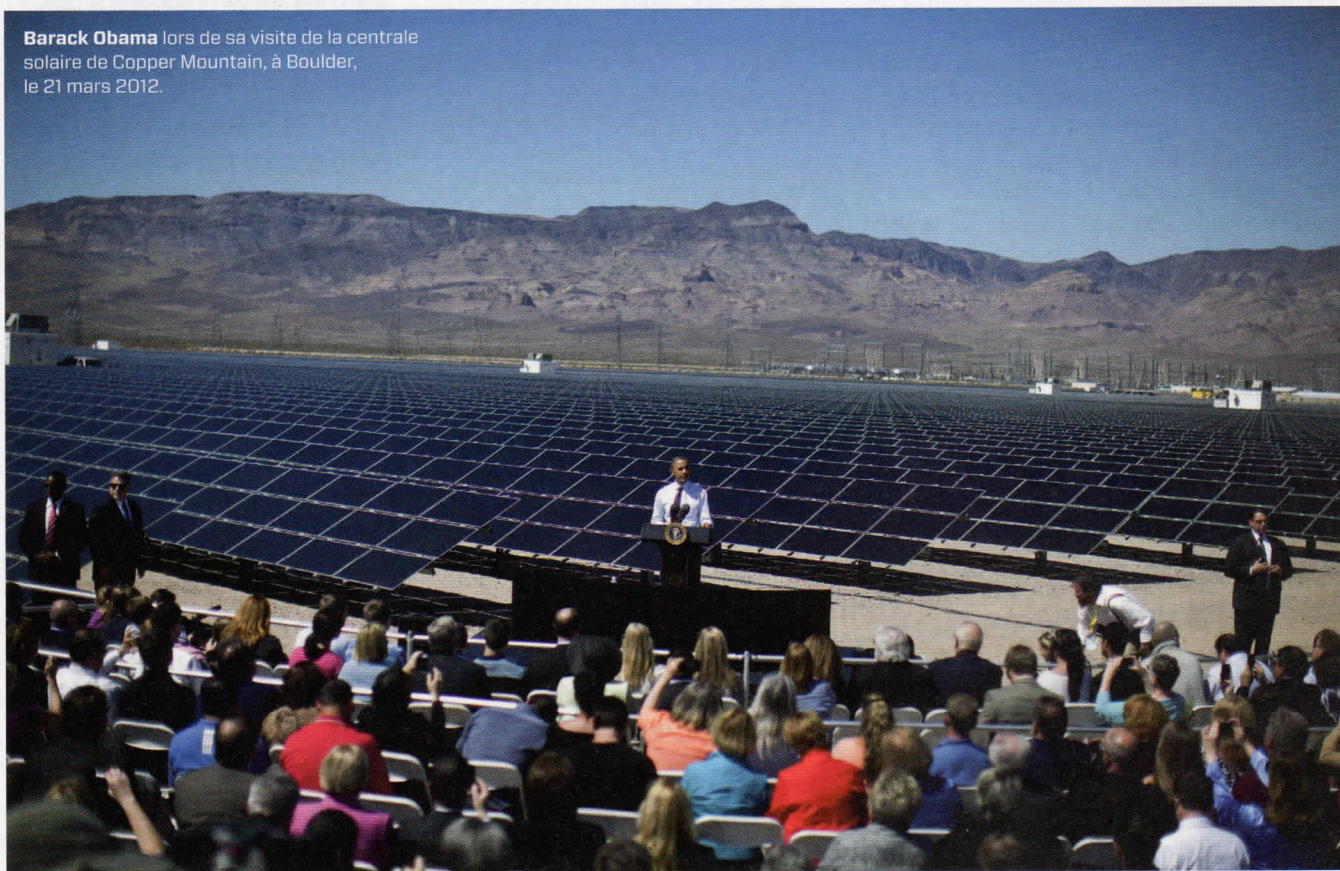


# La transition énergétique au pays des gaz de schiste

Alors que son fournisseur historique rempile pour cinquante ans de charbon, Boulder, une ville du Colorado, veut municipaliser l'énergie et passer au renouvelable.

Par ANNE DE MALLERAY

**Barack Obama** lors de sa visite de la centrale solaire de Copper Mountain, à Boulder, le 21 mars 2012.



**A**u pays du charbon et des gaz de schiste, la ville américaine de Boulder (Colorado) défend des choix originaux. Alors que son fournisseur d'électricité signe pour cinquante ans de charbon en construisant une nouvelle centrale, la ville engage un processus de municipalisation de son réseau pour reprendre sa liberté énergétique. Mat-

thew Appelbaum, maire de Boulder, raconte son combat de David contre Goliath. Nicolas Imbert, directeur de de l'ONG Green Cross France & Territoires (1), le commente.

**Pourquoi Boulder a-t-elle décidé de se réapproprier son réseau électrique ?**

**Matthew Appelbaum :** Notre électricité provient d'une compagnie privée, Xcel

Energy, régulée par une agence publique de l'Etat du Colorado. Nous n'avons aucun pouvoir sur les réglementations qui sont édictées par l'Etat et par cette agence, trustée par les compagnies énergétiques. Ce modèle fonctionnait tant que les questions environnementales n'étaient pas à l'agenda et que les besoins allaient croissant. Il est conçu pour inciter les compagnies à construire toujours



plus d'infrastructures. C'est comme cela qu'elles font leurs profits. Il y a un an, Xcel Energy a ainsi achevé la construction de la plus grosse centrale à charbon des Etats-Unis, pour un milliard de dollars (760 millions d'euros).

Construire cette centrale signifie miser sur le charbon pour encore un demi-siècle, ce qui nous semble totalement stupide. Même aux Etats-Unis, on va se réveiller un jour et taxer l'énergie polluante. Ce jour-là, les clients d'Xcel paieront cher les mauvais choix énergétiques. A Boulder, nous voulons soutenir le développement des énergies renouvelables en choisissant nos sources d'approvisionnement.

#### Quels sont les obstacles ?

**M.A. :** Municipaliser est le seul moyen que nous avons de contrôler notre destin. Mais c'est un casse-tête technique et une bataille réglementaire. Un tribunal doit évaluer le coût du rachat, qui devrait être de plusieurs millions de dollars. Pour une ville de 100 000 habitants, c'est considérable. Si l'on réussit, Boulder créera un précédent qui pourrait inspirer d'autres villes. Xcel va se battre contre nous. Lors de la campagne de consultation publique, la compagnie a dépensé plus d'un million de dollars en *lobbying* (760 000 euros) pour persuader les citoyens de voter contre. Mais la municipalisation a été approuvée par un vote démocratique.

#### Faire de l'énergie un choix démocratique, est-ce ouvrir une boîte noire ?

**Nicolas Imbert :** Boulder est une illustration du défi auquel nous confronte la transition énergétique. En France, les citoyens ont découvert, ébahis, grâce à un rapport public de la Cour des comptes, que le prix de l'électricité issue du nucléaire était sous-évalué, et ne reflétait pas son coût réel. Les compagnies publiques – Electricité de France (EDF), Electricité réseau distribution de France (ERDF) et Réseau de transport d'électricité (RTE) – ont



**MATTHEW APPELBAUM**, maire de Boulder

« Les gaz de schiste sont un désastre politique. Certains Etats les exploitent, d'autres ont arrêté. Ni Barack Obama, ni Mitt Romney n'osent aborder la question. C'est trop risqué. »



**NICOLAS IMBERT**, de Green Cross France

« En France, 25 % à 30 % des coûts de l'électricité ne passent pas par les factures, mais par les impôts. Ce prix faussé est un mauvais signal, qui n'aide pas à faire les bons choix. »

très peu provisionné par rapport à ce qu'elles auraient dû faire, tant pour de futurs investissements que pour le démantèlement. L'Etat est la seule caution des risques et porte les garanties de démantèlement, ce qui n'est pas sain. *In fine*, au moins 25 % à 30 % des coûts de l'électricité ne passent pas par les factures, mais par les impôts. Ce prix faussé est un mauvais signal, qui n'aide pas à faire les bons choix : on a vécu pendant cinquante ans avec l'illusion d'une électricité bon marché.

Aujourd'hui, le débat public promis par François Hollande va s'ouvrir et devra, en six à neuf mois, déboucher sur la co-construction de notre avenir énergétique pour les cinquante prochaines années. Il faut arrêter de vouloir produire plus, et raisonner, surtout du côté de la demande. Il ne

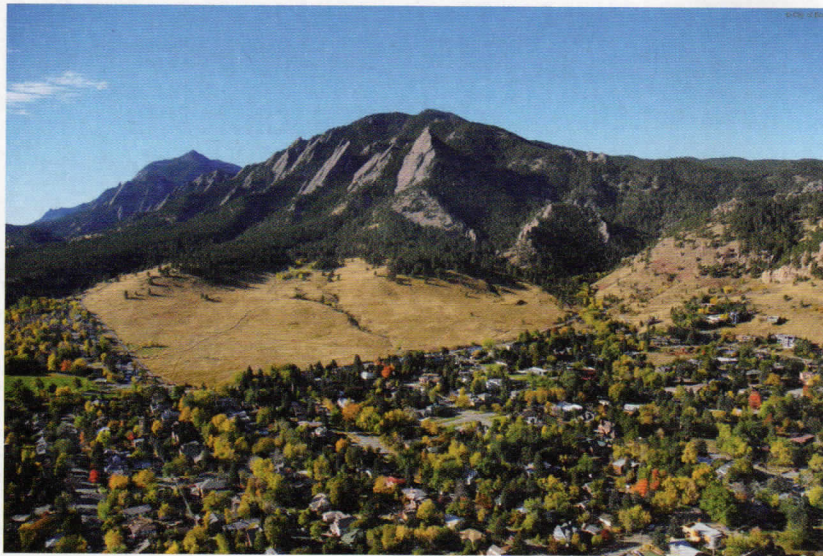
faut plus « penser centralisé » mais déconcentrer les lieux de production, tout comme la consommation s'est déconcentrée. Il faut rendre aux citoyens les clés de leur futur énergétique. Green Cross veut convaincre de passer, dès maintenant, à des énergies 4D : déconcentrées, décarbonées, diversifiées et démocratiques. Les régions sont les maillons les plus efficaces pour parler de la maîtrise de l'énergie, de sa distribution et de sa production.

#### A Boulder, comment avez-vous réussi à mobiliser les citoyens ?

**M.A. :** Boulder est une ville spéciale : hyperéduquée, elle compte plusieurs centres de recherche sur le climat et plus de scientifiques et d'ingénieurs spécialistes du changement







Boulder, dans le Colorado, est située à 40 km au nord-ouest de Denver, la capitale de l'Etat.

↳ climatique que n'importe quel endroit du monde. Depuis longtemps, nous essayons d'être précurseurs. Pour l'eau, nous avons instauré un système de tarification proportionnel à la consommation des gens et à la taille de leur propriété. Les jardins sont maintenus en vie mais, dès que l'on dépasse le quota alloué, le prix grimpe énormément. Posséder une piscine coûte cher quand on vit à Boulder. Sur la rénovation énergétique, nous proposons des packs, en mettant des conseillers à disposition et en accordant des prêts qui rendent les travaux très simples. La simplicité est aussi importante que le coût.

#### Faut-il se concentrer sur le local pour innover ?

**N.I. :** Les actions de proximité sont essentielles. Mais, souvent, c'est un combat de David contre Goliath, à cause du poids des réglementations. On le voit bien en France, où l'approximation législative des dernières années handicape lourdement le développement du solaire et de l'éolien. La méthanisation a aussi été étouffée faute d'un contexte législatif favorable.

**M.A. :** L'impact des réglementations fédérales est sans commune mesure

avec ce que nous pouvons accomplir à l'échelle d'une municipalité. L'idéal serait une taxe carbone nationale, voire internationale. C'est plutôt l'inverse qui se passe pour le moment dans le Colorado. Certes, les fournisseurs d'énergie sont soumis à un quota de renouvelable de 26 %, mais les options énergétiques engagées pour l'avenir sont désastreuses.

#### Vous voulez parler des gaz de schiste ?

**M.A. :** Je pense que les gaz de schiste ont du potentiel, mais je ne sais pas s'ils peuvent être exploités d'une manière sûre. Il n'y a pas seulement la question de la fracturation hydraulique. Il y a aussi celle des fuites, des eaux souillées, de la qualité de l'air... Dans le Colorado, les prix de l'eau grimpent parce que les compagnies énergétiques peuvent se le permettre et parce que des fermiers sont contents de vendre leurs réserves. Politiquement, les gaz de schiste sont un désastre. Certains Etats les exploitent à fond, d'autres ont arrêté. Je ne sais pas ce que Barack Obama fera s'il est réélu. Ni Mitt Romney, ni lui n'abordent la question. C'est trop risqué.

**N.I. :** Les permis pour les gaz de schiste

ont été accordés en catimini, les collectifs locaux réagissent en ordre dispersé, sur l'eau, l'air, l'usage des sols... On devrait raisonner de manière globale, et pour l'ensemble des technologies à venir. A mesure que les énergies fossiles vont se raréfier, certains vont déployer des trésors de technologie pour en extraire de nouvelles. Aujourd'hui, les gaz de schiste. Demain, les forages en grande profondeur. J'appelle cela la « stratégie Terminator ».

Très souvent, cela ne marche économiquement que parce que celui qui explore ne paie pas ses ressources au juste prix. Aux Etats-Unis, des explorateurs ont déjà fait faillite parce que la collectivité leur facturait un prix en accord avec le marché pour l'eau utilisée, ou parce qu'ils ont dû indemniser des voisins. On met en œuvre une quantité impressionnante d'énergie fossile – convertie en camions et en routes – dans l'espoir d'en recueillir un tout petit peu plus. Il suffit que le prix du gaz chute ou que celui du pétrole ne monte pas aussi vite que prévu pour que les explorateurs disparaissent. Mais les dommages environnementaux demeurent. Il faut obliger les exploitants à provisionner le coût des dommages environnementaux, et à soutenir la recherche en matière de renouvelable.

#### A quoi Boulder pourrait-elle ressembler dans dix ans ?

**M.A. :** L'idéal serait de composer un bouquet énergétique 100 % renouvelable, voire de devenir auto-suffisants. Au début, nous aurons besoin des ressources fossiles « en secours ». Nous avons suffisamment de ressources solaire et éolienne. Le problème, c'est le stockage. Il n'y a pas, à ce jour, de solution compétitive. Mais je pense que cela arrivera d'ici à cinq ans ou dix ans. Disons que c'est une voie prometteuse et viable, sur laquelle nous avons envie de nous engager. —

(1) Nicolas Imbert est membre du groupe de travail stratégie énergétique de la conférence environnementale lancée par le président de la République, François Hollande.